



LES FAITS MARQUANTS DE LA GTEA 5 MARDI 17 JUIN 2014

La GTEA 4 a repris ses travaux mardi, avec dans la matinée, une session de dialogue informel au cours de laquelle deux groupes se sont penchés sur: intégration de la biodiversité dans les objectifs de développement durable (ODD); et la mobilisation des ressources pour la réalisation des objectifs d'Aichi pour 2020.

Dans l'après-midi, les délégués ont examiné: le potentiel de la biodiversité pour l'éradication de la pauvreté et le développement durable; et l'amélioration de l'efficacité des structurés et des processus de la Convention.

En soirée, un groupe de contact sur la mobilisation des ressources et le mécanisme de financement se sont réunis, co-présidé par Jeremy Eppel, Royaume-Uni, et Francis Ogwal, Ouganda. Un groupe des Amis du Président du groupe sur la biodiversité pour l'éradication de la pauvreté et pour le développement durable a également été établi avec Maria Schultz, Suède, en tant que présidente.

SESSION DIALOGUE INFORMELLE

Hem Pande, Président de la GTEA 5, a ouvert les séances de dialogue informel, en encourageant les délégués à sortir des sentiers battus.

INTÉGRATION DE LA BIODIVERSITÉ DANS LES OBJECTIFS DE DÉVELOPPEMENT DURABLE: LE CHEMIN A PARCOURIR: Olav Kjørven, Conseiller spécial de l'Administrateur du PNUD sur le programme de développement post-2015, a félicité les personnes impliquées pour avoir assuré l'inclusion des écosystèmes et de la biodiversité comme un objectif à part, dans le projet actuel du Groupe de travail ouvert (JOH) sur les ODD, et a demandé instamment aux délégués de veiller à ce que ces éléments soient également intégrés dans d'autres objectifs, au moment où le processus arrive à son terme.

Hesiquio Benitez Diaz, Directeur général de la coopération internationale et de la mise en œuvre, CONABIO, Mexique, a élaboré sur l'idée d'être de «protagonistes sincères», en humanisant les concepts de biodiversité, et a mis en garde contre la création de nouvelles structures et demandé instamment de mettre l'accent sur les objectifs de la mise en œuvre pendant la période post-2015.

Lucy Mulenkei, Directrice exécutive, Réseau d'information autochtone, Kenya, a souligné la nécessité de collaborer, appelant à un travail interministériel qui implique les communautés autochtones et locales (CAL), les femmes, la société civile et le secteur privé, afin d'assurer l'intégration de la biodiversité au niveau national. Elle a exhorté les gouvernements à inclure les CAL dans le développement de leurs SPANB afin d'en assurer une mise en œuvre efficace.

Cyriaque Sendashonga, Directeur mondial du Programme et Groupe des politiques de l'UICN, a cité des exemples de développement réussis des SPANB, et résumé les principes directeurs de l'UICN pour la formulation de l'ODD, basés entre autres, sur: l'interdépendance entre les dimensions du développement durable; la nature en tant qu'un facteur de développement; et en s'appuyant sur les engagements existants, tels que les Objectifs d'Aichi.

Ouvrant le débat, Braulio Dias, Secrétaire exécutif de la CDB, a souligné la nécessité d'utiliser ces séances pour promouvoir le dialogue entre les Parties et d'autres organisations partenaires. Il a mis en exergue l'importance de la volonté politique de renforcer la biodiversité dans les

pourparlers en cours sur le développement durable. Les délégués ont ensuite débattu de la nécessité d'adopter une décision sur la biodiversité marine et côtière dans le but d'envoyer un message fort au processus de développement post-2015, y compris les CAL en tant que «parties prenantes et non concurrents» dans la réalisation des ODD. D'autres ont réaffirmé l'importance de maintenir la pression pour assurer l'intégration de la biodiversité dans tous les ODD, soulignant l'éducation comme une occasion d'accroître la sensibilisation sur la biodiversité. Les délégués ont également examiné le libellé des ODD qui fait référence à la «croissance soutenue» et non au développement durable, et Kjørven a expliqué que la croissance soutenue doit néanmoins être inclusive et durable, et que les ODD sont importants pour les pays développés et les pays en développement.

MOBILISATION DES RESSOURCES POUR LA RÉALISATION DES OBJECTIFS 2020 D'AICHI POUR LA BIODIVERSITÉ: Carlos Manuel Rodriguez, Président du Groupe de haut niveau sur l'évaluation mondiale des ressources pour la mise en œuvre du Plan stratégique pour la biodiversité 2011-2020, Costa Rica, s'est attardé sur le malentendu au sein des pays en développement concernant les fonds illégitimes provenant des pays du Nord par le biais de l'APD, a cité des exemples du Costa Rica, et souligné l'utilisation de mécanismes novateurs nationaux, y compris le paiement des services écosystémiques (PSE) et la suppression des mesures d'incitation perverses.

Francis Ogwal, Co-président du Séminaire de dialogue informel sur l'intensification du financement pour la biodiversité et Point focal national, Ouganda, a plaidé pour un engagement plus important, afin d'éviter l'échec du Plan stratégique en raison du manque de fonds. Il a souligné la nécessité d'évaluer les besoins financiers au niveau national pour combler l'écart dans le financement, en se concentrant notamment sur: les mécanismes de financement, le PSE, les marchés verts et la biodiversité dans le financement du changement climatique.

Christina van Winkle, de l'Organisation de coopération et de développement économique (OCDE), a souligné les récents travaux sur les mécanismes d'intensification du financement pour de meilleures politiques de la biodiversité, soulignant un besoin urgent d'un financement complémentaire; d'une application plus large et plus ambitieuse des politiques; d'une utilisation plus efficace des ressources financières existantes; et de mettre l'accent sur la conception et la mise en œuvre de manière à assurer le coût, l'efficacité environnementale et l'équité potentiellement à travers les garanties.

Jon Grant, Président du Conseil de la biodiversité de l'Ontario, ancien président et chef de la direction de la Compagnie Quaker Oats du Canada et CCL Industries, Canada, a souligné la nécessité de renforcer la sensibilisation sur le lien entre les personnes en bonne santé et les environnements divers au plan biologique, et a appelé les participants à inviter d'autres parties prenantes aux délibérations, précisant que dans le secteur privé, il est préférable de choisir des champions plutôt que de créer des associations de l'industrie.

Caroline Petersen, du Programme sur la biodiversité du PNUD, a parlé de l'Initiative BioFin, et de son objectif de générer de nouvelles sources de financement à travers l'analyse des besoins et des possibilités. Elle a souligné que les politiques peuvent avoir des effets négatifs inattendus sur la biodiversité, sans aborder d'autres objectifs de développement, et a souligné la nécessité d'une application équilibrée et productive des ressources.

Ce numéro du *Bulletin des Négociations de la Terre* © <enb@iisd.org> a été rédigé par Tasha Goldberg, Tallash Kantai, Suzi Malan, et Asterios Tsioumanis. Version française: Hélène Kom. Editrice en chef: Pamela S. Chasek, Ph.D. <pam@iisd.org>. Directeur du Service des informations de l'IIDD: Langston James "Kimo" Goree VI <kimo@iisd.org>. Les bailleurs de fonds du *Bulletin* sont: la Commission européenne (DG-ENV et DG-CLIMAT) et le Gouvernement de la Suisse (l'Office fédéral suisse de l'environnement (OFEV) et l'Agence suisse pour la coopération au développement (DDC)). Un soutien général est accordé au *Bulletin*, au titre de l'exercice 2014, par: le ministère fédéral allemand de l'environnement, de la préservation de la nature, du bâtiment et de la sécurité nucléaire (BMUB), le ministère néo-zélandais des affaires étrangères et du commerce extérieur, SWAN International, le ministère finlandais des affaires étrangères, le ministère nippon de l'environnement (à travers l'Institut des stratégies environnementales mondiales - IGES), le Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNU), et le Centre de Recherche pour le développement international (CRDI). Le financement pour la traduction du *Bulletin* en français a été fourni par le gouvernement de la France, la Wallonie, le Québec et l'Organisation internationale de la francophonie/Institut de la francophonie pour le développement durable (OIF/IFDD). Les opinions exprimées dans le *Bulletin* appartiennent à leurs auteurs et ne reflètent pas forcément les vues de l'IIDD et des bailleurs de fonds. Des extraits du *Bulletin* peuvent être utilisés dans des publications non commerciales moyennant une citation appropriée. Pour tout renseignement, y compris les demandes de couverture d'événements par nos services, contacter le Directeur du Service des informations de l'IIDD, <kimo@iisd.org>, au +1-646-536-7556 ou par courrier au 300 East 56th St., 11D, New York, New York 10022, USA. L'équipe du ENB à la GTEA 5 est joignable par e-mail à <suzi@iisd.org>.

<http://enb.iisd.mobi/>

Les participants ont attiré l'attention sur, entre autres: les alliances avec les économistes de l'environnement, les entreprises privées et le secteur financier; l'autonomisation et la reconnaissance des CAL qui assurent le maintien de la biodiversité en dépit des politiques d'extraction; les perspectives de la responsabilité financière quant à la réalisation des objectifs d'Aichi, par rapport aux fonds alloués aux subventions pour les combustibles fossiles, l'armée, et les revenus provenant des dix plus grandes entreprises; et la nécessité d'établir des normes d'évaluation pour la collecte de données sur la biodiversité et l'équilibre entre les pressions sur la mobilisation des ressources et les efforts mondiaux.

Braulio Dias, Secrétaire exécutif de la CDB, a présenté les conclusions, en soulignant, entre autres: la nécessité d'aborder la conservation de la biodiversité comme un investissement en raison de ses avantages pour la société; le vaste éventail de mécanismes disponibles; le rôle clé des communautés autochtones et locales; et le besoin urgent de réaffecter les ressources.

BIODIVERSITÉ POUR ÉLIMINATION DE LA PAUVRETÉ ET LE DÉVELOPPEMENT DURABLE:

Mardi après-midi, le Secrétaire a présenté les documents sur la mobilisation des ressources pour la réalisation de l'Objectif d'Aichi (UNEP/CBD/WGRI/5/6, UNEP/CBD/WGRI/5/INF/11, 12 et 25).

Le MEXIQUE a attiré l'attention sur, entre autres: la nécessité de disposer d'une version actualisée des recommandations à l'attention de la CdP 12; l'importance de la collaboration avec d'autres organes de la Convention et les organisations internationales; et la nécessité de politiques transversales pour relier la biodiversité avec les ODD et le programme de développement.

Le JAPON, appuyé par l'INDE, la THAÏLANDE et l'EQUATEUR, a suggéré de prendre acte plutôt que d'approuver les recommandations de Dehradun/Chennai, et a souligné l'Initiative de Satoyama comme un bon exemple pour promouvoir l'utilisation et la gestion durables des ressources naturelles, la reliant à l'éradication de la pauvreté et au programme de développement.

La SUISSE, appuyée par la NORVÈGE, a mis en exergue l'importance du processus des ODD et a souligné que les éléments concernant les ODD doivent être traités séparément. L'UE a souligné que les approches à l'éradication de la pauvreté varient selon les pays et qu'aucune approche ne doit être surestimée.

La NORVÈGE a attiré l'attention sur la directive pour la mise en œuvre de l'intégration de la biodiversité et de l'éradication de la pauvreté, et a souligné que les ODD post-2015 offrent une occasion unique d'améliorer la gestion de la biodiversité.

Plusieurs Parties ont parlé du rôle de la biodiversité dans l'éradication de la pauvreté. Le BRÉSIL, repris par la COLOMBIE et le PÉROU, a convenu du rôle de la biodiversité en tant qu'une question transversale dans le programme de développement post-2015. Le BRÉSIL a proposé que les recommandations soient moins normatives.

La COLOMBIE a présenté son expérience dans le domaine de l'intégration de la biodiversité et des préoccupations sociales, et a souligné l'importance des échanges d'informations avec le JOH sur la façon de mettre en œuvre la biodiversité à travers les ODD.

L'ARGENTINE a souligné l'utilisation durable de la biodiversité en tant qu'un aspect important du développement durable, indiquant l'appui des résultats du Groupe de travail sur la biodiversité, et considérant les recommandations qui en ont résulté en tant que directives volontaires à adopter selon les circonstances nationales.

Les délégués de l'EQUATEUR et d'AFRIQUE DU SUD ont présenté les mesures concrètes prises pour éradiquer la pauvreté et promouvoir la biodiversité dans leurs pays respectifs.

L'Université des Nations Unies (UNU) a souligné l'importance de l'Initiative de Satoyama visant à maintenir et à revitaliser les paysages terrestres et marins, en tant qu'une approche globale qui contribue à l'éradication de la pauvreté et à la réalisation des Objectifs d'Aichi.

TIMOR-LESTE a parlé des pressions anthropiques concernant l'utilisation des terres, et a souligné que l'amélioration des systèmes d'exploitation conduira à une réduction de la perte de la biodiversité.

Le Forum international des peuples autochtones sur la biodiversité (FIAB) a demandé instamment l'inclusion des peuples autochtones dans les processus et de trouver le juste équilibre entre la conservation de la biodiversité et les moyens de subsistance durables.

L'Instance permanente des Nations Unies sur les questions autochtones (UNPFII) a souligné que les programmes éducatifs en matière de renforcement des capacités doivent être offerts dans les langues autochtones et que la gouvernance autochtone doit être renforcée.

Le GTEA a établi un Groupe des amis du président, présidé par Maria Schultz, Suède, pour mener un examen approfondi de cette question.

FONCTIONNEMENT DE LA CONVENTION

Le Secrétaire a présenté les documents (UNEP/CBD/WGRI/5/12, et INF/16/REV1, INF/18, 19 et UNEP/CBD/SBSTTA/18/INF/1).

AMELIORATION DE L'EFFICACITÉ DES STRUCTURES ET DES PROCESSUS DE LA CONVENTION:

Les délégués ont examiné diverses propositions contenues dans le document UNEP/CBD/WGRI/5/12. A propos de l'organisation des réunions de la CdP/RdP au Protocole de Nagoya, le MEXIQUE, la NOUVELLE-ZÉLANDE, le PÉROU, le JAPON, le NIGER et d'autres ont appuyé l'option une qui propose que la CdP peut servir de CdP/RdP. L'INDE, la NORVÈGE, l'UE, et d'autres, ont appuyé les options une et deux (l'option deux propose que la CdP examinera les points à l'ordre du jour de la CdP/RdP, même si chaque réunion a une session d'ouverture officielle distincte). Le CANADA a soutenu la deuxième option, à condition que les économies soient comptabilisées et qu'il y ait une distinction claire entre les questions clés. Le SENEGAL et la BOSNIE-HERZÉGOVINE ont appuyé l'option deux. Le BELARUS a soutenu l'option 3 qui propose que les travaux de la CdP et de la CdP/RdP soient menés séparément, conformément aux usages actuellement en vigueur dans le cadre du Protocole de Cartagena, L'INDE, l'UE et d'autres, ont appuyé la tenue des réunions de la Convention et de ses Protocoles sur une période de deux semaines. L'Afrique du Sud, au nom du GROUPE AFRICAÏN, avec CUBA, l'ARGENTINE et l'ECOROPA, a souligné que la tenue de ces réunions en même temps et sur deux semaines peut avoir des implications sur la représentation des Parties. Bon nombre ont appelé à davantage de précisions sur toutes les options.

De nombreux délégués ont appuyé la proposition de créer un organe subsidiaire sur la mise en œuvre pour remplacer le GTEA, et ont soutenu la suggestion de l'UE demandant au Secrétaire d'élaborer les termes de référence de cet organe. Le MEXIQUE et L'ETHIOPIE ont soutenu des réunions préparatoires régionales, tandis que le JAPON a souligné que la décision sur ces réunions incombera à chaque région. La NORVÈGE et d'autres ont appuyé le mécanisme d'examen volontaire par des pairs, tandis que le JAPON a proposé l'utilisation de structures existantes afin d'éviter la duplication des travaux. A propos des rapports, l'Australie, le CANADA et la NOUVELLE ZÉLANDE se sont opposés à une augmentation du nombre et de la fréquence des rapports, et, avec beaucoup d'autres, ont appuyé l'utilisation d'un outil de rapport en ligne. L'UE, appuyée par plusieurs participants, a suggéré que l'outil de rapport en ligne soit pleinement opérationnel avant d'être déployé. La SUISSE, avec d'autres pays, a soutenu un système de rapport commun pour la Convention et ses Protocoles.

De nombreux délégués ont appuyé la proposition de consacrer une semaine de l'OSASTT au dialogue scientifique et technique, et l'autre semaine à la formulation des recommandations à l'attention de la CdP.

S'agissant de l'approche coordonnée pour la mise en œuvre des conventions relatives à la biodiversité, le JAPON a suggéré que cette approche soit étendue aux trois Conventions de Rio. La SUISSE a suggéré que les questions relatives à la fusion des fonds d'affectation spéciale de la Convention soient examinées à la CdP 12 par le groupe chargé du budget. Les délégués reprendront l'examen de cette question mercredi.

GROUPE DE CONTACT: Le groupe de contact sur l'examen de la mise en œuvre de la stratégie de mobilisation des ressources co-présidé par Francis Ogwal et Jeremy Eppel s'est réuni au cours de la soirée. Le Secrétaire a présenté les amendements inclus dans un document non-officiel. Des discussions ont eu lieu sur le libellé spécifique et des amendements supplémentaires se sont poursuivis en soirée.

DANS LES COULOIRS

La GTEA 5 a organisé les premiers dialogues informels aujourd'hui pour intégrer des concepts plus larges dans les délibérations. La participation a été légèrement plus faible que prévu, mais bon nombre ont salué l'inclusion des dialogues dans l'ordre du jour.

Un optimisme et un espoir légitimes sont apparus à travers les propositions mises de l'avant dans les discussions sur le transfert de technologie et la coopération scientifique et technique. Cependant, en regardant le tableau d'ensemble, un participant a décrit une triste «tension sous-jacente» qui a déjà émergé au moment où les pays développés et pays en développement semblent avoir déjà «creusé des fossés pour la personne à blâmer en cas d'échec du Plan stratégique», mais a également observé sur le bon côté, que plusieurs Parties sont venues avec à l'esprit, des «agendas sérieux» et des «résultats mesurables».